

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°2024-01 du 8 décembre 2023 au 16 janvier 2024

En bref

Énergie

1. L'Inde apporte aux développeurs de projets éoliens offshore des premières précisions sur les conditions de location de zones maritimes pour réaliser des études de faisabilité et développer ensuite les projets.
2. Le Népal et l'Inde signent un accord sur l'exportation à long terme d'électricité, visant l'export du Népal vers l'Inde de 10 GW au cours des dix prochaines années.
3. ACME, Greenko, BPCL et Reliance font partie des lauréats du premier appel d'offres pour bénéficier de subventions à la production d'hydrogène vert.

Transports

4. Le gouvernement indien prolonge le programme d'incitation à la production pour l'industrie automobile, visant à renforcer le secteur des technologies automobiles avancées.
5. Le Conseil de développement des voies navigables annonce le plan Harit Nauka pour le verdissement des bateaux fluviaux et la feuille de route pour le développement du tourisme fluvial à l'horizon 2047.

Ville

6. Le Ministère indien de l'environnement, des forêts et du changement climatique soumet la candidature de trois villes au label *Ville des Zones Humides* de la convention de Ramsar.
7. 6 projets achevés, 166 projets d'une valeur de 285 MEUR en cours de réalisation dans le cadre du programme AMRUT 2.0, lancé en octobre 2021.
8. La ville d'Indore est distinguée comme la ville la plus propre de l'Inde pour la 7ème année consécutive.

Environnement

9. La COP28 se conclut par un accord historique appelant pour la première fois à la sortie progressive des énergies fossiles, mais les avancées sont plus limitées sur les enjeux de finance et d'adaptation.

Numérique

10. La nouvelle loi sur les télécommunications permet de rationaliser le nombre de licences existantes et introduit la possibilité d'attribuer des fréquences pour les communications par satellite sans recourir à des ventes aux enchères.
11. L'organisme national de normalisation a annoncé un nouveau programme de tests du matériel électronique et informatique, ce qui devrait permettre de réduire de 4 à 13 semaines le processus de mise en conformité pour les entreprises concernées.
12. Le programme d'accès universel à la téléphonie et à internet, financé par une taxe sur les recettes des opérateurs de télécommunications, servira désormais également à soutenir la fabrication locale d'équipements de télécommunication.

Énergie

L'Inde apporte aux développeurs de projets éoliens offshore des premières précisions sur les conditions de location de zones maritimes pour réaliser des études de faisabilité et développer ensuite les projets.

Le gouvernement tente de développer l'éolien offshore en Inde et a précisé en août 2023 que le mode d'enchères retenu se baserait notamment sur le prix de location au km² des zones à prospecter. Le Ministère des énergies nouvelles et renouvelables vient d'apporter des clarifications sur les modalités de location des zones maritimes que les développeurs souhaiteraient étudier et développer dans un second temps.

Les contrats de location couvriront une superficie de 25 à 500 km², variant en fonction de la taille du projet. Les développeurs disposeront d'une exclusivité sur la zone pendant trois ans pour réaliser les études d'évaluation des ressources, prolongeable de deux ans. Pour la construction et l'exploitation de fermes éoliennes offshore, les développeurs pourront disposer d'un bail de 35 ans, extensible au cas par cas. Par ailleurs, les développeurs devront débiter les travaux durant les cinq premières années du bail, sinon celui-ci sera considéré comme expiré. Le développement de projet éolien offshore nécessitera un bail selon les règles précisées précédemment. Avant d'accorder le bail, l'État central devra obtenir des autorisations des ministères de la Défense, de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique, du Département de l'Espace, et du ministère des Ports, de la Navigation et des Voies navigables.

[En savoir plus](#)

Le Népal et l'Inde signent un accord sur l'exportation à long terme d'électricité, visant l'export du Népal vers l'Inde de 10 GW au cours des dix prochaines années.

A l'occasion de la visite du Ministre indien des affaires étrangères M. Jaishankar au Népal, le Népal et l'Inde ont signé le 4 janvier un accord à long terme sur le commerce de l'électricité, concrétisant ainsi au niveau des ministères de l'énergie le protocole d'accord conclu lors de la visite du Premier ministre népalais en juin dernier. Cet accord prévoit l'exportation par le Népal vers l'Inde de 10 GW au cours de la prochaine décennie contre 450 MW actuellement. Il permettra aux acteurs indiens, y compris du secteur privé, de s'engager dans le commerce de l'électricité avec le Népal. L'accord ouvre également la possibilité au secteur privé népalais de participer aux échanges d'électricité à condition d'obtenir les autorisations requises.

En parallèle de cet accord, un protocole d'accord portant sur le développement des énergies renouvelables a été signé entre la Nepal Electricity Authority (NEA), entité publique népalaise de production, de transmission et distribution d'électricité et la National Thermal Power Corporation (NTPC), entreprise publique indienne de production d'électricité.

Enfin, l'Inde et le Népal ont inauguré à cette occasion trois lignes de transmission entre les deux pays.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

ACME, Greenko, BPCL et Reliance font partie des lauréats du premier appel d'offres pour bénéficier de subventions à la production d'hydrogène vert.

En juillet dernier, l'Inde a lancé via son agence Solar Energy Corporation of India (SECI) le premier appel d'offres pour bénéficier de subventions à la production d'hydrogène vert. Dans le cadre de cet appel d'offres, les entreprises peuvent bénéficier d'une subvention sur trois années avec un plafond par an décroissant pour une capacité de production donnée. Ce premier appel d'offres porte sur la production de 400 000 tonnes d'hydrogène vert, peu importe la technologie retenue, et 50 000 tonnes d'hydrogène produit à partir de biomasse.

La SECI vient d'annoncer les résultats de cet appel d'offres. Neuf entreprises indiennes ont remporté les 400 000 tonnes de capacité sur l'hydrogène vert de technologie agnostique, dont Reliance, ACME et Greenko avec chacun 90 000 tonnes de capacité. La demande de subvention la plus élevée sur trois années s'élève à 0,42 USD/Kg, soit un peu plus de 10% du coût actuel de production de l'hydrogène vert en Inde.

La partie de l'appel d'offres sur la production d'hydrogène à partir de biomasse a rencontré moins de succès, avec une seule entreprise (BHPCL, une entreprise publique indienne) qui a remporté 2 000 tonnes de capacité de production annuelle (50 000 tonnes ont été mises aux enchères).

Les entreprises lauréates doivent établir des installations de production d'hydrogène vert d'une capacité minimum de 1 000 tonnes dans les 30 mois suivant l'attribution officielle.

[En savoir plus](#)

Transports

Le gouvernement indien prolonge le programme d'incitation à la production pour l'industrie automobile, visant à renforcer le secteur des technologies automobiles avancées.

Le Ministère des Industries Lourdes vient d'annoncer officiellement la prolongation d'un an du programme d'incitation à la production (PLI) pour l'industrie automobile et les composants automobiles.

Ce programme, dont le budget reste quasiment inchangé (environ 2,8 Mds EUR), octroie des incitations financières pour la production domestique de produits automobiles (véhicules et composants) dont la technologie est considérée comme avancée. Ces incitations financières sont versées sur cinq ans et le programme va donc s'éteindre suite à cette prolongation à la fin de l'année fiscale 2027-2028.

La prolongation du dispositif s'explique par la difficulté des entreprises bénéficiaires de ce programme (95 entreprises dont 67 fournisseurs de composants automobiles) à remplir les conditions à satisfaire, en particulier sur la part locale. Les premières subventions pourraient être versées au cours de l'année fiscale 2025.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Le Conseil de développement des voies navigables annonce le plan *Harit Nauka* pour le verdissement des bateaux fluviaux et la

feuille de route pour le développement du tourisme fluvial à l'horizon 2047.

Lors de la première réunion du Conseil de développement des voies navigables (*Inland Waterways Development Council*), présidée par le Ministre des ports, du transport maritime et des voies navigables M. Sarbananda Sonowal, l'Inde a annoncé (i) le plan *Harit Nauka* en faveur d'une transition des bateaux vers une énergie « verte » (gaz naturel, hydrogène, méthanol, électricité) et (ii) une feuille de route pour le développement du tourisme fluvial à l'horizon 2047 s'appuyant notamment sur les infrastructures et une politique de promotion du tourisme fluvial.

Les participants des États ont souligné l'intérêt de disposer d'un soutien de l'Etat central pour accélérer le développement de leurs voies navigables. Ces documents complètent le plan Vision 2047 pour le développement du secteur maritime de l'Inde annoncé en octobre 2023.

[En savoir plus](#)

Ville

Le Ministère indien de l'environnement, des forêts et du changement climatique soumet la candidature de trois villes au label *Ville des Zones Humides* de la convention de Ramsar.

Le 4 janvier, le Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique (MoEFCC) a soumis la candidature de trois villes indiennes pour la troisième édition du label *Ville des Zones Humides* de la convention de Ramsar. Cette démarche volontaire vise à promouvoir les zones humides urbaines et les services écosystémiques qu'elles fournissent comme la réduction des inondations, l'amélioration de la qualité des masses d'eau ou les services récréatifs. Cette mise en valeur permet ainsi une meilleure prise de conscience des habitants et une meilleure protection de ces écosystèmes.

Les villes proposées par l'Inde sont Indore (Madhya Pradesh), Bhopal (Madhya Pradesh) et Udaipur (Rajasthan). Actuellement, 43 villes ont reçu le label, dont Colombo à Sri Lanka, 13 villes chinoises et six villes françaises.

Au niveau national, l'Inde a lancé en 2023 l'initiative *Amrit Dharohar* pour une gestion durable de ses zones humides avec un accent sur la préservation de la biodiversité et des puits de carbone, le développement de l'écotourisme et des revenus pour les communautés locales.

[En savoir plus](#)

6 projets achevés, 166 projets d'une valeur de 285 MEUR en cours de réalisation dans le cadre du programme AMRUT 2.0, lancé en octobre 2021.

Le ministère indien du logement et des affaires urbaines (MoHUA) a lancé le programme AMRUT 2.0 en octobre 2021 pour une période de 5 ans (de 2021-22 à 2025-26). La deuxième phase du programme vise à équiper les 500 villes du programme AMRUT précédent d'un réseau d'assainissement, et à fournir un raccordement de tous les ménages à l'eau dans plus de 4000 villes. Si 6257 projets ont été approuvés pour près de 5 Mds EUR, seuls 600 MEUR de financement ont été effectivement mobilisés. On dénombre à ce jour 6 projets achevés, 166 projets (pour un montant de 285 MEUR)

en cours de mise en œuvre, 360 appels d'offres lancés pour un montant de 1,1 Md EUR et 1492 études techniques détaillées de projets (pour un montant de 3,2 Mds EUR).

[En savoir plus](#)

La ville d'Indore est distinguée comme la ville la plus propre de l'Inde pour la 7ème année consécutive.

La ville d'Indore, dans l'État du Madhya Pradesh, remporte pour la septième année consécutive le prix *Swachh Bharat* ou *Clean India* de la ville la plus propre d'Inde. Selon les autorités municipales, la ville dépense environ 22 MEUR par an pour la gestion des déchets. Une partie de ce coût est couvert par la valorisation des déchets. La municipalité perçoit ainsi 0,4 MEUR de redevances de deux sociétés privées : l'une pour la fourniture de déchets organiques convertis dans une usine de méthanisation et l'autre pour la fourniture de déchets résiduels « secs » pour une autre usine. Ces usines sont exploitées dans le cadre de partenariats public-privé. La municipalité perçoit également près d'1 MEUR annuellement en vendant des crédits carbone sur le marché international.

[En savoir plus](#)

Environnement

La COP28 se conclut par un accord historique appelant pour la première fois à la sortie progressive des énergies fossiles, mais les avancées sont plus limitées sur les enjeux de finance et d'adaptation.

L'accord historique de la COP28 appelle pour la première fois à la sortie progressive (*transition away*) des énergies fossiles, en cohérence avec l'objectif de limiter le réchauffement mondial à 1,5°C. Cet accord prévoit le triplement de la capacité d'énergies renouvelables et le doublement de l'efficacité énergétique d'ici 2030. Cependant, le texte de l'accord fait face à des critiques pour ses progrès limités sur les questions de la finance et de l'adaptation. L'Inde, tout en saluant la mise en place du fonds pour les pertes et dommages liés au climat, insiste sur la nécessité de financements concrets et équitables pour aider les pays en développement à faire face aux impacts croissants du changement climatique.

[En savoir plus](#)

Numérique

La nouvelle loi sur les télécommunications permet de rationaliser le nombre de licences existantes et introduit la possibilité d'attribuer des fréquences pour les communications par satellite sans recourir à des ventes aux enchères.

Le gouvernement indien a adopté une nouvelle loi sur les télécommunications, qui remplace trois lois très anciennes : 1885 Telegraph Act, 1933 Wireless telegraphy Act

et 1950 Telegraph Wires (Unlawful Possession) Act. La nouvelle loi vise à rationaliser plus de 100 types de licences différentes en introduisant un cadre d'autorisation simple et permet l'attribution de fréquences pour les communications par satellite sans qu'il soit nécessaire de procéder à des ventes aux enchères. La nouvelle loi introduit l'obligation d'une vérification biométrique des abonnés par les opérateurs de téléphonie et une limitation sur le nombre de cartes SIM par abonné afin de réduire la fraude. Des sanctions allant de 12 000 à 600 400 USD en cas d'infraction à la loi sont désormais prévues. Plusieurs critiques émanent de la société civile sur cette loi, en particulier sur l'absence de garanties contre la surveillance de l'État, sur les pouvoirs conférés au gouvernement pour prendre le contrôle des réseaux de télécommunications, surveiller les données relatives au trafic et intercepter les communications pour des raisons de sécurité nationale.

[En savoir plus](#)

L'organisme national de normalisation a annoncé un nouveau programme de tests du matériel électronique et informatique, ce qui devrait permettre de réduire de 4 à 13 semaines le processus de mise en conformité pour les entreprises concernées.

L'organisme indien de normalisation et de certification, le Bureau of Indian Standards (BIS), a annoncé la mise en place d'un mécanisme d'essais en parallèle pour un total de 64 produits électroniques et matériels informatiques sur les 76 qui doivent faire l'objet d'un enregistrement obligatoire avant d'être vendus sur le marché indien. Dans le cadre de ce mécanisme, tous les composants d'un appareil électronique peuvent être testés en parallèle au lieu de la méthode d'essai séquentielle standard, ce qui permet de réduire la durée du processus de mise en conformité de 4 à 13 semaines, selon le MAIT, une association de l'industrie du matériel électronique et informatique. Introduit en 2012, le système d'enregistrement obligatoire est un processus de conformité supplémentaire auquel les fabricants d'appareils électroniques doivent se soumettre avant d'obtenir une certification BIS qui leur permet de vendre leurs produits sur le marché indien.

[En savoir plus](#)

Le programme d'accès universel à la téléphonie et à internet, financé par une taxe sur les recettes des opérateurs de télécommunications, servira désormais également à soutenir la fabrication locale d'équipements de télécommunication.

Dans le cadre du nouveau Telecommunication Act 2023, le Universal Service Obligation Fund (USOF) a été rebaptisé Digital Bharat Nidhi. L'USOF est entré en vigueur en avril 2002 avec pour objectif d'assurer une couverture universelle en matière de téléphonie et d'accès à internet. Le fonds est financé par un prélèvement annuel de 5 % sur les recettes des fournisseurs de services de télécommunications. Le gouvernement indien envisage maintenant de consacrer une plus grande partie du fonds USOF à la recherche et au développement ainsi qu'à la fabrication locale d'équipements de télécommunication.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : logan.pasbeau@dgtresor.gouv.fr